

Le 5 juillet dernier les locaux de la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) de Labège ont été chamboulés, tagués, dans le but de protester contre sa participation à l'enfermement de mineur.e.s, parce qu'à l'EPM de Lavaur, associant la PJJ et l'administration pénitentiaire, des gosses – jugés « irrécupérables » – se faisaient défoncer par les mastards cagoulés des ERIS (Equipe Régionale d'Intervention et de Sécurité) pendant que la PJJ pleurait sur ses conditions de travail.

Le mardi 15 novembre à Toulouse, 7 domiciles sont perquisitionnés par une centaine de gendarmes qui saisissent ordinateurs, téléphones, livres, affiches et effets personnels de tou.te.s les habitant.e.s. A l'issue de ces perquisitions, 7 personnes sont placées en garde à vue, 4 autres sont auditionnées, et une famille en cours de régularisation est arrêtée puis relâchée dans la journée. Après 32h de garde à vue 4 sont placées en détention provisoire sur demande du juge d'instruction Monsieur Suc. Une personne est placée sous contrôle judiciaire, une autre doit rester à disposition du juge pour le reste de l'instruction en tant que « témoin assisté ».

Les chefs d'inculpation sont les suivants : « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou de dégradations de biens », « violence commise en réunion sans incapacité » et « dégradation ou détérioration du bien d'autrui commise en réunion ».

Que les personnes arrêtées soient coupables ou innocentes, peu importe. En construisant toujours plus de murs, en nous enfermant physiquement derrière des barreaux ou dans des cases qui nous séparent, le système judiciaire et carcéral s'abat aujourd'hui, comme il s'abat tous les jours sur tant d'autres pour préserver les privilèges blancs, bourgeois, patriarcaux...

On ne taira pas notre rage, ni nos solidarités.

**Liberté pour elles et eux ! Liberté pour tou.te.s les
enfermé.e.s !**